

PREFECTURE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Direction des Affaires Interministérielles
et de l'Environnement
Bureau de la Réglementation
de l'Environnement
2003 /ICPE/38
2002/0499

ARRETE

LE PREFET DE LA REGION PAYS-DE-LA-LOIRE PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

VU le Code de l'Environnement notamment le titre 1er du Livre V ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application du titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement ;

VU le décret modifié du 20 mai 1953 fixant la nomenclature des Installations Classées ;

VU la demande présentée par la **SCEA VIEL FRERES** en vue d'exploiter un élevage porcin composé de 2 160 porcs charcutiers (+ de 30 kg) et 1 370 porcelets sevrés (- de 30 kg) soit 2 434 animaux équivalents porcs situé à **MESANGER "les Minets"** ;

VU les plans annexés à la demande ;

VU le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé sur cette demande ;

VU l'avis du Commissaire Enquêteur en date du 15 décembre 2002 ;

VU l'avis du Conseil Municipal de MESANGER en date du 7 novembre 2002 ;

VU l'avis du Conseil Municipal de COUFFE en date du 22 novembre 2002 ;

VU l'avis du Conseil Municipal de TEILLE en date du 5 novembre 2002 ;

VU l'avis de la Directrice Départementale des Services Vétérinaires, Inspectrice des Installations Classées en date du 24 juillet 2002 ;

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 4 octobre 2002 ;

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Équipement en date du 7 octobre 2002 ;

VU l'avis du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales en date du 22 novembre 2002 ;

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles en date du 22 octobre 2002 ;

VU l'avis du Directeur du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile en date du 2 septembre 2002 ;

VU l'avis du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours en date du 18 novembre 2002;

VU l'avis du Directeur de l'Institut National des Appellations d'Origine - INAO - en date du 4 décembre 2002 ;

VU le rapport de la Directrice Départementale des Services Vétérinaires, Inspectrice des Installations Classées en date du 20 janvier 2003 ;

VU l'avis favorable émis par le Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du février 2003 ;

VU le projet d'arrêté transmis à la SCEA VIEL FRERES en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 susvisé en l'invitant à formuler ses observations dans un délai de 15 jours ;

En l'absence de réponse de la SCEA VIEL FRERES ;

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L 512-1 du titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés par l'article L 511-1 du titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

SUR la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire-Atlantique ;

ARRETE

ARTICLE 1 : La SCEA VIEL FRERES est autorisée à exploiter au lieu-dit "Les Minets" commune de MESANGER (44522), un élevage porcin composé de :

- 1 370 porcelets sevrés,
- 2 160 porcs charcutiers de plus de 30 kg

soit une *capacité maximale de 2 434 animaux équivalents porcs*.

Cet élevage est rangé parmi les installations soumises à autorisation sous la rubrique n° 2102-1 de la nomenclature.

ARTICLE 2 : La porcherie sera implantée et installée conformément aux plans joints à la demande d'autorisation au lieu-dit "Les Minets", commune de MESANGER.

L'intégration dans le paysage sera réalisée par l'implantation de haies autour du bâtiment.
L'exploitation de la porcherie se fera sur caillebotis .

ARTICLE 3 : L'autorisation sera accordée sous la stricte observation des conditions suivantes :

- 3.1 - Les bâtiments :

Les bâtiments seront convenablement ventilés.

Tous les sols de la porcherie, toutes les installations d'évacuation ou de stockage, le bas des murs (à l'intérieur des bâtiments sur une hauteur d'un mètre au moins) seront imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité.

L'approvisionnement en eau sera réalisé à partir d'un forage et du réseau public en cas de nécessité. Des analyses chimiques et bactériologiques de l'eau du forage seront réalisées une fois par an.

Un compteur d'eau volumétrique sera installé sur la conduite d'alimentation en eau de la porcherie.

Les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien des bâtiments seront collectées par un réseau d'égouts étanche et dirigées vers les installations de stockage des effluents.

Les eaux pluviales non polluées seront collectées par un réseau particulier et dirigées vers une fosse qui servira de réserve d'eau en cas d'incendie.

Toute communication entre le réseau d'eau potable et tout autre réseau d'eau, même potable, est interdite.

En conséquence, les interconnexions par vannes ou robinets seront supprimées et remplacées par des raccords souples. Les installations et appareils de distribution destinés à l'abreuvement des animaux, ne devront pas être susceptibles, du fait de leur conception ou de leur réalisation, d'entraîner, à l'occasion de phénomènes de retour d'eau, la pollution du réseau d'eau potable.

La pente des sols de la porcherie ou des installations annexes devra permettre l'écoulement des effluents.

Tous les effluents seront évacués par des canalisations étanches vers les ouvrages de stockage.

Le stockage du lisier sera réalisé dans une fosse étanche extérieure et des fosses sous bâtiment d'une capacité totale de 3737 m³.

L'accès de la fosse extérieure sera sécurisé de façon efficace.

- 3.2 - L'Entretien :

L'installation sera maintenue en parfait état d'entretien.

Lors du vide sanitaire entre deux bandes, les locaux seront nettoyés et désinfectés.

Les exploitants lutteront contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

Les cadavres d'animaux destinés à être collectés par l'équarrisseur seront entreposés dans un local ou un container de taille suffisante, facile à nettoyer et désinfecter et ne communiquant avec l'extérieur que par une porte fermant hermétiquement.

Ce local (ou container) sera conçu de telle sorte que l'enlèvement des cadavres sera réalisé facilement et situé de telle sorte que le véhicule de l'équarrisseur ne stationnera pas à proximité immédiate des bâtiments d'élevage, quais d'embarquement et enclos où seront parqués les animaux.

Ce local (ou container) sera désinfecté après chaque passage de l'équarrisseur.

Les animaux morts ou les lots d'animaux pesant moins de 40 kg qui ne seront pas enlevés dans les 48 heures par un équarrisseur devront être entreposés dans une enceinte réfrigérée.

- 3.3 - L'épandage :

Les effluents seront épandus sur une superficie de 300,9 hectares épandables dont 58,5 hectares appartenant à la SCEA VIEL FRERES, 144,3 hectares mis à disposition par la SCEA GUILLET, la Vieille Ville à CARQUEFOU, 98,1 hectares sont mis à disposition par le GAEC DES BOIS, le Haut Bois à MESANGER.

La liste des parcelles et les plans d'épandage sont annexés à cet arrêté.

L'exploitant déclarera au Préfet les modifications du plan d'épandage.

Les lisiers sont additionnés de produits déodorisants afin d'atténuer les nuisances.

Les déjections ne subissant pas de traitement, l'épandage sera réalisé dans les conditions suivantes :

Les effluents liquides et les déjections solides de l'élevage seront soumis à une épuration naturelle par le sol et son couvert végétal. Pour limiter les risques sanitaires et les nuisances provoquées par les odeurs, les épandages de lisier seront réalisés le plus près possible du sol à l'aide d'un matériel adapté.

Tout rejet direct dans les eaux superficielles et souterraines d'effluents non traités est interdit.

Les apports azotés, toutes origines confondues, organique et minérale, sur des terres faisant l'objet d'un épandage, tiendront compte de la nature particulière des terrains et de la rotation des cultures. Ils ne pourront en aucun cas dépasser les valeurs maximales suivantes :

- sur les prairies de graminées en place toute l'année (surface toujours en herbe, prairies temporaires en pleine production) 350 kilogrammes à l'hectare par an ;
- sur les autres cultures (y compris la luzerne) : 200 kilogrammes à l'hectare par an,
- sur les autres cultures de légumineuses : aucun apport azoté.

Ils seront établis à partir d'un bilan global de fertilisation annuel et raisonné.

Le Département de la Loire-Atlantique étant classé en zone vulnérable, définie au titre du décret n° 93-1038 du 27 août 1993, relatif à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole les apports azotés d'origine organique ne pourront en aucun cas dépasser les valeurs maximales suivantes :

- sur les prairies de graminées en place toute l'année (surface toujours en herbe, prairies temporaires en pleine production) 210 kilogrammes à l'hectare par an, jusqu'au 1er janvier 2003 et ensuite 170 kilogrammes à l'hectare par an ;
- sur les autres cultures (sauf légumineuses) : 170 kilogrammes à l'hectare par an,
- sur les cultures de légumineuses : aucun apport azoté.

L'exploitant déclarera au Préfet les modifications notables du plan d'épandage.

En aucun cas, la capacité d'absorption des sols ne sera dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur ces sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire.

L'épandage est interdit :

- à moins de 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers ;
- à moins de 200 mètres des lieux de baignade et des plages ;
- à moins de 500 mètres des piscicultures et des zones conchylicoles, sauf dérogation liée à la topographie ;
- à moins de 35 mètres des berges et des cours d'eau ;
- pendant les périodes de forte pluviosité ;
- en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies normalement exploitées ;
- à l'aide de dispositif d'aéro-aspiration générant des brouillards fins ;
- sur des terrains à forte pente ;
- le samedi , le dimanche et les jours fériés.

L'épandage des effluents liquides est interdit pendant les périodes où le sol est gelé ou abondamment enneigé.

Un cahier d'épandage sera tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées et comportera les informations suivantes :

- le bilan global de fertilisation relatif à l'azote et au phosphore, réactualisé le cas échéant suivant les modifications d'assolement ;
- les dates d'épandage ;
- les volumes et les quantités d'azote et de phosphore épandus, toutes origines confondues ;
- les parcelles réceptrices ;
- la nature des cultures ;
- le délai d'enfouissement ;
- le traitement mis en oeuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).

Des analyses de sols seront réalisées sur un échantillon du plan d'épandage pour déterminer sa teneur en phosphore, dans un délai d'un an puis tous les cinq ans.

Les distances minimales entre, d'une part, les parcelles d'épandage des effluents et des déjections et, d'autre part, toute habitation occupée par des tiers ou de tout local habituellement occupé par des tiers, les stades ou les terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme, sont fixées dans le tableau ci-dessous :

	DISTANCE minimale
	(en mètres)
Réalisation d'un traitement ou mise en oeuvre d'un procédé atténuant les odeurs.	50
Fumiers après stockage minimum de 2 mois dans l'installation.	50
Autres cas	100

Les épandages sur terres nues devront être suivis d'un enfouissement sous vingt quatre heures.

Programme d'action de la Directive Nitrates :

L'exploitant est en outre tenu de respecter les prescriptions de l'Arrêté Préfectoral du 22 novembre 2001 relatif au deuxième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole.

- 3.4 - Le bruit :

Les dispositions de l'Arrêté Ministériel du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement seront complétées en matière d'émergence par les dispositions suivantes :

Le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne devra pas compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité. A cet effet, son émergence devra rester inférieure aux valeurs suivantes :

Pour la période allant de 6 heures à 22 heures

<i>Durée cumulée d'apparition du bruit particulier : T</i>		<i>Emergence maximale admissible en dB (A)</i>
	T < 20 minutes	10
20 minutes	≤ T < 45 minutes	9
45 minutes	≤ T < 2 heures	7
2 heures	≤ T < 4 heures	6
	T > 4 heures	5

Pour la période allant de 22 heures à 6 heures

Emergence maximale admissible : 3 dB (A), à l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux.

L'émergence est définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant lorsque l'installation fonctionne et celui du bruit résiduel lorsque l'installation n'est pas en fonctionnement.

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continue, équivalent Leq.

L'émergence due aux bruits engendrés par l'installation restera inférieure aux valeurs fixées ci-dessus :

- en tous points de l'intérieur des habitations riveraines occupées par des tiers ou des locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées ;
- le cas échéant, en tous points des abords immédiats (cour, jardin, terrasse, etc...) de ces mêmes locaux.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier susceptibles d'être utilisés à l'intérieur de l'installation devront être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier répondent aux dispositions du décret n° 69-380 du 18 avril 1969).

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

- 3.5 - Installations Electriques :

Les installations électriques seront conformes aux normes en vigueur et maintenues en bon état : elles seront contrôlées tous les trois ans par un technicien compétent et les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

- 3.6 - Les déchets :

Les déchets de l'exploitation, et notamment les emballages, seront stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution ou de nuisances (prévention des envols, infiltration dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Ils seront éliminés ou recyclés conformément à la réglementation en vigueur.

En aucun cas ces déchets ne seront incinérés sur l'exploitation.

- 3.7 - Prévention des incendies :

La lutte contre l'incendie sera assurée par une poteau d'incendie normalisé situé à 200 mètres de l'exploitation et une réserve d'eau de 150 m³ accessible aux véhicules des sapeurs pompiers et utilisable en toute saison située à 15 mètres du bâtiment.

De plus, des moyens de défense contre un début d'incendie, sous forme de robinets particuliers avec tuyaux d'arrosage et jets, extincteurs de capacité suffisante, adaptés aux risques à couvrir, etc... seront disposés près des issues, d'un accès toujours aisé.

ARTICLE 4 : En aucun cas, ni à aucune époque, ces conditions ne pourront faire obstacle à l'application des dispositions édictées par le livre II du Code du Travail et des décrets réglementaires pris en exécution dudit livre dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs, ni être opposées aux mesures qui pourraient être régulièrement ordonnées dans ce but.

ARTICLE 5 : L'autorisation faisant l'objet du présent arrêté est accordée sous réserve du droit des tiers. Elle ne dispense nullement des formalités relatives au permis de construire et cessera de produire effet si l'établissement n'a pas été ouvert dans un délai de trois ans ou s'il n'est pas exploité durant deux années consécutives.

ARTICLE 6 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté il pourra, indépendamment des sanctions pénales encourues, être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement.

ARTICLE 7 : Conformément aux dispositions de l'article 38 du décret du 21 septembre 1997 susvisé, l'exploitant d'une installation soumise à autorisation ou à déclaration est tenu de déclarer dans les meilleurs délais, à l'inspecteur des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement.

ARTICLE 8 : Conformément aux dispositions de l'article 20 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé :

« Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Le Préfet fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article 18.

S'il estime, après avis de l'inspection des installations classées, que les modifications sont de nature à entraîner des dangers ou inconvénients mentionnés «à l'article L 511-1 du titre 1er du Livre V du Code de

l'Environnement susvisé et à l'article L 211-1 du titre 1er du Livre II du Code de l'Environnement», le Préfet invite l'exploitant à déposer une nouvelle demande d'autorisation.

Tout transfert d'une installation soumise à autorisation sur un autre emplacement nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

Les demandes visées aux deux alinéas précédents sont soumises aux mêmes formalités que les demandes d'autorisation primitives.

ARTICLE 9 : Conformément aux dispositions de l'article 34 du décret du 21 septembre 1977 susvisé :

« *Lorsqu'une installation classée change d'exploitant, le nouvel exploitant en fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est délivré un récépissé sans frais de cette déclaration* ».

ARTICLE 10: Conformément aux dispositions de l'article 34-1 du décret du 21 septembre 1977 susvisé :

« *Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, son exploitant remet son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L 511-1 du titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement susvisé.*

Le Préfet peut à tout moment imposer à l'exploitant les prescriptions relatives à la remise en état du site, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article 18 ci-dessus.

L'exploitant, qui met à l'arrêt définitif son installation, notifie au préfet la date de cet arrêt au moins un mois avant celle-ci.

Toutefois, dans le cas des installations autorisées pour une durée limitée définies à l'article 17-1, cette notification est adressée au préfet six mois au moins avant la date d'expiration de l'autorisation.

Dans le cas des installations soumises à autorisation, il est joint à la notification un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur l'état du site. Le mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L 511-1 du titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement, et pouvant comporter notamment :

- 1° - L'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, ainsi que des déchets présents sur le site ;
- 2° - La dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées ;
- 3° - L'insertion du site de l'installation dans son environnement ;
- 4° - En cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement.

Le Préfet consulte le maire de la commune concernée. En l'absence d'observations dans le délai d'un mois, son avis est réputé favorable.

Lorsque les travaux prévus pour la cessation d'activité par l'arrêté d'autorisation ou par un arrêté complémentaire sont réalisés, l'exploitant en informe le Préfet.

L'inspecteur des installations classées constate la conformité des travaux par un procès-verbal de récolement qu'il transmet au Préfet . »

ARTICLE 11 : Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de MESANGER et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la mairie de MESANGER pendant une durée minimum d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de MESANGER et envoyé à la Préfecture de la Loire-Atlantique - Direction des Affaires Interministérielles et de l'Environnement - Bureau de la Réglementation de l'Environnement.

Une ampliation de cet arrêté sera transmise aux Conseils Municipaux de MESANGER, COUFFE, TEILLE et MOUZEIL.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de la SCEA VIEL FRERES dans les quotidiens «Ouest France» et « Presse Océan ».

ARTICLE 12 : Deux copies du présent arrêté ainsi qu'un exemplaire visé des plans de l'établissement seront remis à la SCEA VIEL FRERES qui devra toujours les avoir en sa possession et les présenter à toute réquisition. Un extrait de cet arrêté sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'établissement par les soins de cette dernière.

ARTICLE 13 : Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Nantes. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence à courir du jour de la notification de la présente décision. Il est de quatre ans pour les tiers à compter de l'affichage de l'arrêté. Tout recours gracieux, en vertu de ces mêmes dispositions, ne peut interrompre ces délais de recours contentieux.

ARTICLE 14 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire-Atlantique, le Sous-Préfet de ANCENIS, le Maire de MESANGER et la Directrice Départementale des Services Vétérinaires - Inspectrice des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANTES, le 12 MARS 2003

LE PREFET,
Pour le Préfet,
le Secrétaire Général,


Jean-Pierre LAFLAQUIERE

Pour ampliation
Le Chef du Bureau de la
Réglementation de l'Environnement


Daniel LOUSE

3.3.5.5.8.8) Synthèse

RELEVÉ PARCELLAIRE DU DEMANDEUR : SCEA VIEL FRERES

SAU :	Ha Ar Ca	DOSSIER :
	72 52 59	SCEA VIEL
SURFACE EPANDABLE :	58 52 11	LES SALLES
COEFF. DE	80.69	44522 MESANGER
DISPONIBILITE :		

Exploitation de : SCEA VIEL
LES SALLES
44522 MESANGER

Dept	Commune	Section	N° Parcelle	Superficie Parcelle	Superficie épardable	Observations	A 0 1 3	B 0 1 3	C 0 1 3	T
44	MESANGER	yr	4	55 540	37 542	tiers / Mare	0	0	0	0
			32	10 320	10 276	cours d'eau	0	0	0	0
			33	115 290	103 597	cours d'eau	0	0	0	0
			62	7 960	7 960		0	0	0	0
			99	219 432	195 445	cours d'eau	0	0	0	0
		ys	7	53 290	38 509	cours d'eau/pente	0	1	0	1
			36	39 700	23 968	cours d'eau	0	0	0	0
			37	139 540	124 613	cours d'eau	0	0	0	0
			43	10 700	0	batiment	0	0	0	0
			49	36 920	30 155	tiers	0	0	0	0
			91	26 537	5 058	cours d'eau/tiers	0	0	0	0
			92	1 100	288	cours d'eau	0	0	0	0
			137	1 130	0	batiment	0	0	0	0
	MESANGER	yr	103	7 800	7 800		0	0	0	0
							0	0	0	0
							0	0	0	0
T O T A U X				725259	585211					

RELEVÉ PARCELLAIRE DU TIERS : SCEA GUILLET - LA VIEILLE VILLE - 44470 CARQUEFOU

SAU :	Ha Ar Ca	DOSSIER :	SCEA VIEL
	185 72 00		LA SALLE
SURFACE EPANDABLE :	144 44 04		44522 MESANGER
COEFF. DE DISPONIBILITE :	77.77		

Exploitation de : SCEA GUILLET

Vieille Ville

44460 Carquefou

Dept	Commune	Section	N° Parcelle	Superficie Parcelle	Superficie épendable	Observations	A 0 1 3	B 0 1 3	C 0 1 3	T
44	COUFFE	xb	37	11 400	8 800	cours d'eau	0	0	0	0
			66	11 200	7 700	cours d'eau	0	0	0	0
44	COUFFE	Ys	55	41 000	30 720	cours d'eau / agropedo	0	0	0	0
44	COUFFE	Yt	56	8 300	5 600	cours d'eau	0	0	0	0
			60	36 700	23 500	cours d'eau	0	0	0	0
44	COUFFE	Zm	3	167 800	152 200	cours d'eau	0	0	1	1
			4	3 500	3 100	cours d'eau	0	0	1	1
44	COUFFE	Zv	3	41 400	30 399	cours d'eau / agropedo	0	0	0	0
			4	13 800	8 256	ters / agropedo	0	0	0	0
			7	4 600	0	ters / agropedo	0	0	0	0
			10	33 100	29 533	Mare / agropedo	0	1	0	1
			11	20 000	6 285	cours d'eau / agropedo	0	0	0	0
			12	28 600	17 072	cours d'eau / agropedo	0	0	0	0
			16	13 000	13 000		0	0	0	0
			25	44 500	32 300	cours d'eau	0	1	0	1
			26	14 700	10 100	cours d'eau	0	1	0	1
			36	2 100	2 100		0	0	0	0
			37	30 000	20 400	cours d'eau	0	1	0	1
			39	23 100	14 300	cours d'eau	0	1	0	1
			1	82 500	78 200	ters	0	0	0	0
			57	12 400	4 500	cours d'eau	0	0	0	0
			61	71 900	53 700	cours d'eau	0	0	1	1
			75	700	0	ters	0	0	0	0
44	COUFFE	Zv	76	169 200	115 998	cours d'eau / agropedo	0	0	1	1
			111	900	0	ters / Mare	0	0	0	0
			112	21400	0	ters / Mare / agropedo	0	0	0	0
			113	10100	0	ters	0	0	0	0
			114	600	0	ters	0	0	0	0
44	COUFFE	zw	16	56100	45942	cours d'eau / agropedo	0	0	1	1
			55	500	500		0	0	0	0
			56	11600	9439	agropedo	0	0	0	0
			58	15500	12492	ters / agropedo	0	0	0	0
T O T A U X				1002200	736136					

Dept	Commune	Section	N° Parcelle	Superficie Parcelle	Superficie épardable	Observations	A 0 1 3	B 0 1 3	C 0 1 3	T
44	MESANGER	yl	1	1002200	736136	REPORT				
				28300	25100	tiers	0	0	0	0
44	MESANGER	ym	4	43200	38100	cours d'eau	0	0	0	0
			14	3800	800	cours d'eau	0	0	0	0
			34	9800	0	cours d'eau / agropedo	0	0	0	0
			35aj	224300	181511	cours d'eau / agropedo	0	0	0	0
			35ak	74700	71300	cours d'eau	0	0	0	0
			35b	4200	4200		0	0	0	0
			36	41400	33700	cours d'eau	0	0	0	0
			37	4300	300	cours d'eau	0	0	0	0
			40	1600	754	cours d'eau / agropedo	0	0	0	0
			41	8500	4249	cours d'eau / agropedo	0	0	0	0
			42	6400	490	cours d'eau / agropedo	0	0	0	0
			44	8000	300	cours d'eau	0	0	0	0
			45	101300	81100	cours d'eau	0	0	0	0
			48	6200	6200		0	0	0	0
			163	1800	0	tiers	0	0	0	0
			164	1900	0	Mare	0	0	0	0
			165	1600	0	Mare	0	0	0	0
44	MESANGER	yo	168	5500	1700	cours d'eau	0	0	0	0
			17	54500	54500		0	0	0	0
			23	1200	0	tiers	0	0	0	0
			24	77600	72500	tiers	0	0	0	0
			74	5100	5100		0	0	0	0
44	MESANGER	zb	75	26900	26900		0	0	0	0
			49	9300	6900	tiers	0	0	0	0
			56	56600	47864	cours d'eau / agropedo	0	0	0	0
			90	47000	44700	tiers	0	0	0	0
TOTAUX				1857200	1444404					

RELEVÉ PARCELLAIRE DU TIERS : GAEC DU BOIS - LE HAUT BOIS - 44522 MESANGER

SAU :	Ha Ar Ca 137 76 04	DOSSIER : SCEA VIEL
SURFACE EPANDABLE :	98 16 01	LES SALLES
COEFF. DE DISPONIBILITE :	71.25	44522 MESANGER

Exploitation de : GAEC DU BOIS
LE HAUT BOIS
44522 MESANGER

Dept	Commune	Section	N° Parcelle	Superficie Parcelle	Superficie épendable	Observations	A 0 1 3	B 0 1 3	C 0 1 3	T
44	MESANGER	yn	14	11 460	11 460		0	0	0	0
			15	21 150	19 250	Mare	0	0	0	0
			36	11 530	9 611	Mare	0	0	0	0
			63	65 825	59 947	Mare	0	0	0	0
			64	65 825	65 825		0	0	0	0
			69	25 027	24 745	Mare	0	0	0	0
		yo	44	36 830	34 661	cours d'eau	0	0	0	0
			46	37 260	34 583	Mare	0	0	0	0
			47	19 310	13 064	cours d'eau	0	0	0	0
			72	22 990	7 497	cours d'eau/tiers	0	1	0	1
		yr	2	179 370	107 628	cours d'eau /pente/ Mare/Tiers	0	1	0	1
			3	104 000	82 404	cours d'eau / Mare/Tiers	0	0	0	0
			66	20 040	7 849	Mare/tiers	0	0	0	0
			67	25 520	22 335	Mare/tiers	0	0	0	0
			69	17 240	16 328	Mare	0	0	0	0
			70	18 200	16 671	Mare	0	0	0	0
			71	9 880	7 554	Mare	0	0	0	0
			72	7 800	7 670	Mare	0	0	0	0
			73	5 100	4 898	tiers	0	0	0	0
			74	13 400	7 358	tiers	0	0	1	1
			76	7 100	2 665	tiers	0	0	0	0
			113	9 105	2 683	tiers	0	0	0	0
			114	2 748	1 838	tiers	0	0	0	0
			115	1 988	743	tiers	0	0	0	0
		ys	11	23 950	18 581	Mare/tiers	0	0	0	0
			18	50 390	42 664	cours d'eau / Mare	0	0	0	0
			23	36 230	22 529	cours d'eau / Mare	0	1	0	1
			34	16 730	7 491	cours d'eau	0	1	0	1
			38	22 770	3 383	cours d'eau/tiers	0	0	0	0
			39	4 970	2 787	tiers	0	0	0	0
			40	4 800	4 141	tiers	0	0	0	0
			41	3 760	615	cours d'eau	0	0	0	0
			52	7 950	6 810	tiers	0	0	0	0
			54	2 040	0	tiers	0	0	0	0
TOTAUX				912288	678268					

Dept	Commune	Section	N° Parcelle	Superficie Parcelle	Superficie épardable	Observations	A 0 1 3	B 0 1 3	C 0 1 3	T
44	TEILLE	za		912288	678268	REPORT				
			55	6000	4669	pente	0	0	1	1
			56	9880	6248	pente	0	0	1	1
			57	1240	1240		0	0	1	1
			59	10110	4117	pente	0	0	1	1
			60	7600	0	pente	0	0	1	1
			61	76435	22427	pente/cours d	0	0	0	0
						eau/tiers				
			97	18295	3220	mare/tiers	0	0	0	0
			98	1095	0	tiers	0	0	0	0
			100	39374	14816	cours d'eau /	0	1	0	1
						Mare/tiers				
			133	1287	678	Mare	0	0	0	0
		zk za	2	8710	3537	tiers / cours	0	0	1	1
						d'eau/friche				
			3	74580	68402	cours d'eau	0	0	1	1
			4	44160	39915	cours d'eau	0	0	1	1
			5	16800	13307	cours d'eau/mare	0	0	1	1
			6	51600	42985	cours d'eau/mare	0	0	1	1
			43	27690	18883	cours d'eau /tiers	0	0	0	0
			44	5500	0	friche	0	0	0	0
			15	37560	35243	tiers	0	0	0	0
			10	27400	23646	cours d'eau	0	0	0	0
							0	0	0	0
							0	0	0	0
							0	0	0	0
							0	0	0	0
TOTAUX				1377604	981601					

